

# L'ÉTENDARD

## RÉVOLUTIONNAIRE

ORGANE ANARCHISTE HEBDOMADAIRE

Le Numéro :  
**10** Cent.

Le Numéro :  
**10** Cent.

### ABONNEMENTS

Pour toute la France { Trois mois . . . 1 fr. 50  
Six mois . . . 3 fr. »  
Un an . . . 6 fr. »  
Etranger : le port en sus.

### ADMINISTRATION & RÉDACTION

51, rue Molière, à Lyon

### RENSEIGNEMENTS

Pour toutes communications  
s'adresser aux bureaux, 51, rue Molière, 51  
tous les jours, de 8 à 10 heures du soir

### A NOS VENDEURS

Depuis que l'ancien vendeur en gros du DROIT SOCIAL et de L'ÉTENDARD RÉVOLUTIONNAIRE, M. MÉLIN, probablement influencé par les gens de la Préfecture, a refusé de vendre L'ÉTENDARD, sous le prétexte que « certains articles le gênent », il nous revient que beaucoup de marchands (Kiosques et Librairies), ajoutant foi à des allégations intéressées ou à des menaces policières, ont cru, les uns, que notre journal avait cessé sa publication, les autres, qu'il y avait danger à le livrer au public!

Aux premiers, l'apparition régulière de L'ÉTENDARD servira d'éclatant démenti; quant aux seconds, nous les invitons à se moquer, en nous en référant au besoin, des intimidations sans portée aucune, qu'elles émanent de M. Mélin ou de quiconque.

Et nous informons nos vendeurs que L'ÉTENDARD RÉVOLUTIONNAIRE est désormais mis en vente, dès le vendredi matin, par M. ROLLET, COMPTOIR ZACHARIE, rue THOMASSIN, 36.

### Fédération socialiste révolutionnaire LYONNAISE

Par décision de la Commission exécutive, toutes les sections de la Fédération sont convoquées d'urgence pour le lundi 4 septembre, à 8 heures du soir, rue Garibaldi, 108, ancienne salle Célerier.

Vu la situation qui nous est faite actuellement par les Valets du gouvernement, nous invitons instamment tous les révolutionnaires adhérents à se rendre à cette réunion, où seront traitées des questions de la plus haute importance.

LA COMMISSION EXÉCUTIVE.

### LES BOURGEOIS du Grand-Chaco

Nous lisons dans un journal quelconque, le VOLTAIRE, par exemple :

« Ils se complaisent dans l'oisiveté, le vagabondage, le vol, la trahison, le meurtre... »

« Nous en savons quelque chose, nous qui avons à subir leurs attaques et leurs déprédations. Ils ne se fixent nulle part, ne se livrent à aucun travail pour subsister, changent de demeure chaque semaine, et montrent ainsi ce qu'ils sont et ce qu'ils seront toujours... »

« On ne peut espérer de les ramener par de bons procédés...; toujours ils s'efforceront de ruiner et d'étouffer nos agglomérations naissantes de travailleurs... »

« Ce sont là, non pas des hommes, mais des tigres qu'il faut poursuivre et traquer sans trêve ni merci, comme des êtres malfaisants, nuisibles à l'humanité... »

De qui diable s'agit-il ? Qui diable sont ces monstres dont il paraît urgent de purger au plus tôt la terre... ?

Eh parbleu ! nous y sommes !

C'est évidemment le parasitisme bourgeois qui est en jeu.

Aucune hésitation n'est possible, et le signalement est aussi exact que limpide.

« Ils se complaisent dans l'oisiveté... » « Ils ne se livrent à aucun travail pour subsister... » C'est bien cela ! Comme on reconnaît bien cette flibuste maudite des satisfaits qui, sans mettre jamais la main à la pâte, sait prélever cyniquement quand même la plus grosse part du gâteau social ! Comme on reconnaît bien ces fainéants repus, — frêlons improductifs — qui vivent grassement aux crochets des laborieuses abeilles !

« Vagabondage... ? » — Encore !! Plus de doute que c'est des capitalistes qu'il retourne... Qui donc sont ceux-là qui « ne se fixent nulle part » et « changent de demeure chaque semaine » ?

qui prouve que, contrairement à la foule sans feu ni lieu, le luxe de plusieurs domiciles ne leur est pas interdit — « vagabondant » en wagon-bouidoir de Biarritz à Spa, de Nice à Bréda-Street, de Trouville à Saxon, ou d'Epsom à Vichy ? Qui donc, sinon les riches — pour qui l'or sué par les pauvres efface les frontières, aplanit les montagnes et comble les vallées, — sinon les sangsues de négoce, les chacals de finance ?

« Vol..., trahison..., meurtre... »

Toujours du même au même !

« Voleurs ? » — Parbleu ! Où donc est la montre de Varlin ? Est-ce que, d'ailleurs, dans l'économie sociale, nous ne voyons pas, partout et sans cesse, les clients du capitaine Sicre — c'est le nom du voleur : il a encore la montre ! — poser zéro et retenir tout ? Est-ce que ce n'est pas aux dépens d'autrui qu'ils arrondissent leurs cassettes et leurs ventres ? De quoi donc sont tissés leurs manteaux si ce n'est de la laine des porte-guenilles ? De quoi donc est cimenté le marbre de leurs palais, si ce n'est des larmes et des sueurs de ceux qui n'ont pas même une pierre pour reposer leur tête, pas même le droit de coucher en plein air sur les bancs « municipaux » payés de leurs deniers ?

Si ceux-là qui, tapis derrière le Code, font tranquillement leurs coups et, sans risque, tendent au coin de la Loi leurs traquenards aux naïfs et aux faibles, si ceux-là ne sont pas les voleurs, je le demande, où diable dénicher les voleurs et les pillards... ?

« Traîtres ? » — Une fois de plus nous y sommes... Où sont les belles promesses de la bourgeoisie, où sont ses programmes, où sont ses professions de foi ? Ah ! quand il s'agissait de conquérir la précieuse alliance du prolétariat, de se faire un escalier de cadavres pour grimper jusqu'à la timbale du pouvoir, ah ! alors la République, c'était la liberté, c'était l'égalité, c'était la fraternité, la satisfaction des besoins de chacun, la sécurité pour tous, c'était l'abolition des classes, c'était

le règne de la justice, la paix du monde et l'universalisation du bien-être ! Cela coûte si peu de promettre et cela rapporte tant... Et voilà qu'à présent, parvenue à ses fins, maîtresse du pouvoir et faiseuse de lois, la bourgeoisie, prostituant la République à laquelle elle ne s'est ralliée qu'à la condition de dénaturer le sens de ce mot autrefois si magique, et parce qu'elle avait été impuissante à l'assassiner, voici qu'à présent la bourgeoisie retourne la République contre les travailleurs qui l'ont conquise pour elle au prix de leur sang !... Voici que la République bourgeoise, c'est la guerre, la spoliation, l'inégalité, l'esclavage et la misère, tout comme la monarchie, avec l'hypocrisie en

Voici que la République — LA CHOSE BELLE, — c'est encore un gouvernement, la domination, l'engraissement de quelques-uns, c'est-à-dire — comme le vent de la logique gouverne — la servitude et l'insécurité du reste.

« Meurtriers, assassins ? » — Qui s'y pourrait méprendre ? Sans parler de la propriété individuelle qui n'est autre chose que l'assassinat organisé, — puisque tous les jours de pauvres bougres en meurent aussi sûrement que sous le couteau du rôdeur de barrières, avec cette aggravation inexplicable que l'agonie est à la fois plus douloureuse et plus lente ; — sans parler des entrepreneurs officiels d'aventures belliqueuses, — tripoteurs politiques et politiques de tripot, — dont le métier est de fabriquer de l'or avec du sang : — sans parler des « grandes compagnies » héritières des routiers blasonnés du moyen-âge, sans parler des empoisonneurs patentés et des « honorables » affameurs, des trafiquants de chair à machines et des pétrisseurs de chair à canon, est-ce qu'un parti — ou une coalition de parti, — une classe plutôt, dont les grands hommes s'appellent Bonaparte, Thiers, Cavaignac, Mourawieff, Bismarck, Seymour, Galliffet, Marceron, et qui peut marquer l'une de ses étapes par un trophée de trente-cinq mille victimes, est-ce que ce parti — ou cette classe — n'a pas les mains assez rouges pour qu'on la traite du haut en bas comme une bande d'assassins ?

« On ne peut espérer de les ramener par de bons procédés. » — Tout en effet a été essayé : les prières, les protestations résignées, l'agitation pacifique, le machinisme électoral... Peines perdues ! Ils n'en redoublent que plus belle d'efforts « pour ruiner et étouffer les agglomérations naissantes des travailleurs », échappés à l'hécatombe, « se montrant ainsi ce qu'ils sont, ce qu'ils seront toujours. »

« Ce ne sont pas des hommes, » ces monstres à face humaine, « ce sont des tigres, » et pas plus que nous ne verrons de tigres venir spontanément offrir leurs privilèges aux marchands de fourrures, nous ne devons compter obtenir des privilégiés l'abandon volontaire de leurs privilèges.

Conclusion naturelle : « Il faut les

poursuivre et les traquer sans trêve ni merci, comme des êtres malfaisants, nuisibles à l'humanité... ! »

Il a joliment raison, le journal, de conclure de la sorte !

Voilà ce que vous vous direz, amis lecteurs, et je me l'étais dit comme vous à première lecture, quand je me suis aperçu qu'il ne s'agissait pas des bourgeois le moins du monde, mais des Tobas, sauvages quasi-cannibales du Grand-Chaco, dans l'Amérique du Sud, auxquels on prête, à ce qu'il paraît, le massacre de l'explorateur Crevaux et de ses compagnons.

Ma foi ! tant pis ! je ne retire rien et je gage que vous en ferez autant !

Nous ne savons pas, en fin de compte, ce que sont les Tobas, nous ne savons pas s'ils méritent vraiment toutes ces accusations et s'ils ne sont pas au moins dignes de quelques circonstances atténuantes.

Tandis que pour les autres, pour MM.

Brécard, Vautour et Cie, « nous en savons quelque chose, nous qui avons à subir leurs attaques et leurs déprédations, » et il y a belle lurette que notre siège est fait.

Il n'y a pas d'erreur !

### A des « Ombres » DE JOURNALISTES

Depuis que les rédacteurs du RÉVEIL LYONNAIS furent étrillés de la belle façon par quelques anarchistes ennemis des réparations à trop longue échéance, les journaux quotidiens de Lyon, qui défendent les intérêts bourgeois, ont jugé utile de s'abstenir de toute insolence pouvant leur amener les mêmes désagréments.

Le COURRIER, journal de l'ambassadeur Andrieux et le LYON RÉPUBLICAIN, organe des pensées profondes de l'inimitable Jantet, observent de Conrart le silence prudent.

Il n'est pas jusqu'au PROGRÈS, qui, malgré son fil télégraphique en communication avec la Permanence pour appeler, dit-on, les policiers en cas d'attaque révolutionnaire, n'ait apaisé l'ardeur de ses rododendres typographiques...

Mais cette courtoisie générale ne faisait pas, naturellement, les affaires du gouvernement ; et, comme fante de grives on se contente de merles ou de serins, faute de journalistes pouvant recevoir sur la figure ou au bas de l'échine des corrections appréciables des connaisseurs, il a eu recours à des « ombres » de journalistes, lesquelles, à l'aide d'une espèce de récipient hebdomadaire appelé, nous ne savons trop pourquoi, LA RENAISSANCE, déversent, de temps en temps, sur les anarchistes, le trop plein des immondices administratives.

Ces « ombres » dissimulées derrière les individualités palpables, mais inconscientes, d'un directeur podagre et d'un gérant gâteux sont, à ce qu'il paraît, des « ombres » d'avocats et de personnages officiels.

Toutefois, il est aisé de comprendre que nous ne puissions nous attarder à discuter avec des « ombres » pas plus que nous ne

pouvons avoir la satisfaction de leur tirer les oreilles.

Au demeurant, nos regrets, nous l'avouons, ne sont pas inconsolables, car les insultes de la Renaissance, payées par la Préfecture, à l'adresse des anarchistes et des révolutionnaires de Montceau-les-Mines, à défaut d'arguments frappants, ne méritent que notre mépris.

Nous prévenons le nommé Veingiroth que s'il continue, dans son journal : *La Tribune lyonnaise*, à s'occuper de notre « ordure socialiste », et à insinuer à son endroit des polissonneries qu'il est seul capable de commettre (en sa qualité d'employé à la Préfecture), nous sommes bien décidés à ne pas les tolérer plus longtemps.

## LA BANDE NOIRE

Nous recevons, à la dernière heure, de Montceau-les-Mines, la déclaration suivante :

« Compagnons,

« Les journaux de la réaction républicaine emplissent leurs colonnes de diatribes odieuses contre « la bande noire » qui vient de lancer la première étincelle de la très prochaine révolution sociale.

« Ces journaux affectent de nous prendre pour des cléricaux, pour les agents du bonapartisme, nous qui avons fait sauter les églises et les madones et qui exécutons le despotisme sous quelle forme qu'il se présente : césarisme, droit divin, orléanisme ou monarchisme républicain.

« Ce mot de « bande noire » a prêté le flanc à leurs hypocrisies et à leurs mensonges.

« Eh bien ! nous venons leur dire bien en face, pour qu'ils ne puissent plus arguer l'ignorance : la « bande noire » c'est la « bande de la misère », le drapeau noir que nous avons arboré c'est le drapeau de la faim, de la grève, de la lutte à outrance sur le terrain de la révolution sociale, de l'anéantissement du capital, du patronat, de l'exploitation de l'homme par l'homme.

« Et dites-leur bien, compagnons, que malgré la persécution qui nous écrase, malgré les soldats de l'Empire, les magistrats de l'Empire, les valets de l'Empire, nous sommes prêts à lever demain notre drapeau jusqu'à ce que la victoire ait couronné nos efforts et nos sacrifices !

« Vive la révolution sociale ! »

Les anarchistes de Montceau-les-Mines.

LES

## MALFAITEURS JURIDIQUES

Une des conquêtes de 89, sur laquelle les historiens bourgeois se sont le plus attachés à faire ressortir les bienfaits, c'est la rentrée de la France sous le régime de la Loi, c'est, en un mot, la codification de l'autorité ; à entendre dire tous ces messieurs, dorénavant le peuple n'avait plus rien à réclamer, dorénavant les français étaient tous égaux, ils n'avaient plus qu'un seul maître devant lequel, il est vrai, ils étaient tous forcés de s'incliner, mais qui était également juste pour tous : la Loi.

Or, pour nous qui ne nous payons pas de mots, si nous recherchons ce que les travailleurs ont pu gagner dans cette transformation, nous verrons qu'ils n'y ont gagné qu'une tromperie de plus ; en effet, au temps de la royauté absolue, il n'y avait pas à se tromper quand le roi et les seigneurs, c'était au nom de leur bon plaisir, s'ils prétendaient avoir des droits, ils ne s'en réclamaient que du droit de leur épée, par conséquent de la force, de sorte que si on se conformait à leurs prétentions, c'était parce que l'on n'était pas en état d'y résister, mais du moins l'on ne trouvait pas des imbéciles qui venaient vous dire, après les intéressés, qu'il fallait obéir, parce que c'est la loi, et qu'il faut que chacun s'y conforme jusqu'à ce qu'on l'ait changée.

D'abord ici, ouvrons une parenthèse, comment se fait-il que tout le monde soit forcé d'obéir à une loi, que les uns reposent et que l'on reconnaît pouvoir changer, c'est donc que cette loi ne répond pas à la satisfaction de tous, c'est donc qu'elle lèse des intérêts, donc elle n'est pas juste, sans cela elle serait immuable ; or, si cette loi ne blesse dans mes intérêts ou ma liberté, pourquoi serais-je contraint d'y obéir et quel est l'entêtement qui puisse justifier cet abus.

En matière de sciences, lorsque les savants, après bien des travaux et des recherches, arrivent à formuler ce que l'on appelle une loi naturelle, ce n'est pas parce qu'une majorité ou un énéacle d'individus quise croient supérieurs aux restes des mortels, auront décidé qu'en vertu de leur volonté, il était ordonné aux forces naturelles de se conformer à telle ou telle évolution, non quand une loi naturelle est proclamée, c'est qu'il a été reconnu que si tel phénomène s'est produit, c'est qu'en vertu de telle ou telle force, étant donné le milieu dans lequel il s'est accompli, il était impossible qu'il en fût autrement, alors la loi n'arrive plus ici pour régir ce phénomène, mais pour en expliquer les causes et ces lois, on peut les discuter, on peut même les nier, cela n'empêche pas aux divers corps qui composent notre monde de se combiner selon leurs propriétés ou affinités et à la terre de tourner, sans qu'il y ait besoin d'aucune force protectrice pour les faire respecter.

Il en est tout autre dans nos sociétés humaines où les lois ne semblent faites que pour être violées, pourquoi cela ? tout simplement parce que ceux qui font les lois, les font selon leurs sentiments personnels, selon les intérêts, les castes qu'ils repré sentent, sans qu'il y soit tenu compte du caractère ou des tendances des individus qu'il s'agit d'y soumettre. Dans nos sociétés pas une loi qui ne blesse une partie des membres qui la composent, soit dans leurs intérêts, soit dans leurs idées, pas une loi dont chaque parti triomphant n'ait pu tirer contre ses adversaires et le parti qui parvenait à s'assurer le pouvoir était le seul légal puisqu'il avait entre les mains la force qui lui permettait de plier ses adversaires au respect de la Loi.

Donc, nous en concluons : la Loi n'est que le résultat, la raison du plus fort, on ne se trouve contraint d'y obéir que quand on est trop faible pour pouvoir y résister, et lorsque certains farceurs viennent opposer à nos réclamations, leur raison suprême, la loi, nous n'avons qu'à leur rire au nez en leur demandant si l'on est venu nous consulter pour les fabriquer, et quand même y aurions-nous adhéré, à ce moment, ces lois ne peuvent avoir d'effet, qu'autant que nous les acceptons, et il serait inutile de nous prétexter qu'a un moment donné nous aurions

nous soyons forcés de l'adopter pour le restant de notre vie sans pouvoir en changer, parce que cela déplairait à un certain nombre d'individus qui, pour une cause, ou une autre, y trouveraient leur compte, mais ce qui est bien plus risible encore, c'est de vouloir nous faire obéir aux lois des générations passées, de vouloir nous faire croire que nous devons respect et obéissance aux fantaisies qu'il aura plu à quelques bonshommes d'ériger en lois, il y a quelques cinquante ans, c'est de vouloir enfin asservir le présent aux conceptions du passé.

Nous entendons ici tous les fabricants de lois, ceux qui en vivent et les naïfs après eux, s'écrier, ah ! bien merci, alors, ah ! ça irait bien, s'il n'y avait pas de lois, mais tout le monde s'égorgerait, s'il n'y avait pas de lois et une autorité pour les faire craindre.

Ici, nous nous arrêtons et nous dirons à ces messieurs, aujourd'hui qu'il y a des lois pour... envers, et contre tous est-ce que cela empêche les crimes de se commettre ? Non, alors ce n'est donc pas le manque de lois, qui laissent les crimes se produire, s'il y en a qui commettent ces crimes, c'est donc parce qu'ils ont un intérêt quelconque à commettre ce crime et par conséquent que leurs intérêts se trouvent lésés en quelque endroit que ce soit, et qu'il arrive un moment où la force d'expansion se trouvant plus forte que la compression, les individus sautent à pieds joints par dessus votre légalité et se laissent aller à commettre ce que vous qualifiez de crime.

Si vous voulez abolir cet état de chose si vous voulez empêcher ces faits que vous qualifiez crimes, de se produire et que nous nous considérons comme des résultats inhérents à votre système d'organisation, faites que dans la société chaque individu soit assuré de la satisfaction de ses besoins, faites que rien ne vienne l'entraver dans sa libre évolution, ni que dans cette organisation, il y ait une force quelconque dont il puisse se servir pour entraver son semblable, et vous verrez alors les crimes disparaître, et s'il restait quelques natures isolées assez corrompues par votre société actuelle pour commettre quelques-uns des crimes de la société actuelle elles ne relèveraient plus que de la science et

non du bourreau, cet assassin à gages de la société actuelle.

Si laissant de côté certains crimes très rares du reste et provenant de la dépravation causée par votre système d'organisation, nous examinons le mobile qui fait agir ceux qui tombent sous le coup de la loi, nous verrons que chez tous, c'est le désir de s'approprier de quoi satisfaire des besoins que votre système d'organisation sociale leur empêchait de satisfaire, d'où il s'ensuit que les lois ne sont faites qu'en faveur de ceux qui possèdent au détriment de ceux qui ne possèdent pas. Ce sont des voleurs et des assassins dites-vous, mais qu'est ce qu'un voleur ? Un individu qui prétend vivre à rien faire aux dépens de la société, nous n'aurons qu'à jeter un coup d'œil dans votre société pour reconnaître qu'elle fourmille de voleurs et que loin de les punir, vos lois ne sont faites que pour les protéger.

En effet, vous punissez comme voleur, le malheureux qui n'ayant pas du travail, risquera le bagne, pour s'emparer du morceau de pain qui doit assouvir sa faim ; ou bien encore, celui qui risquera sa liberté pour s'emparer de quelques milliers de francs qui doivent l'aider à satisfaire ses goûts de débauches et de fainéantise, vices qui ne sont le fruit que de la mauvaise éducation que lui aura fournie votre société, mais vous gardez toutes vos sympathies pour le patron qui vole ses ouvriers et les assassine par un travail au-dessus de leurs forces pour un salaire dérisoire, vous mettez au besoin à son service, les forces dont vous disposez et la Loi dont vous êtes les gardiens farouches pour le garantir des réclamations de ses ouvriers les volés. Vous punissez l'imbécile qui aura été assez bête pour rester dans les mailles de vos filets ou pas assez fort pour le briser, mais vous mettez cette même loi au service du propriétaire qui fera saisir et vendre (nous disons, nous, voler), un pauvre diable qui n'aura pu lui payer un terme de cinquante francs, le mobilier qui lui en aura coûté 4 ou 500 et qui bien souvent est le fruit des privations d'une partie de son existence.

Et oui, messieurs, vous punissez le voleur en haillons, mais vous vous gardez bien de punir les gros voleurs qui opèrent sur une classe entière, car alors, vous seriez forcés de poursuivre toute la classe à laquelle vous appartenez, jusqu'à vous-mêmes, puis que vous, votre police, votre armée, votre clergé et tous les rouages de l'Etat constituent le vol à main armée.

Il nous revient de source officieuse que le gouvernement aurait l'intention de faire surveiller les jeunes gens de la classe 1884 qui doit partir dans deux mois, il paraît qu'à la suite d'une enquête sérieusement faite par les mouchards du gouvernement dans les établissements fréquentés ordinairement par ces jeunes gens leur intention manifeste de ne pas servir de hochet à la bourgeoisie, a décidé nos gouvernants d'avoir recours à cette extrémité.

Est-ce que la grève des conscrits commencerait ?

## SOUTENEURS

Nos lecteurs ne connaissent peut-être pas un drame qui ne passa point inaperçu, il y a une dizaine d'années environ, sur un des principaux théâtres de Paris,

Ce drame avait pour titre : *Le Centenaire*.

Une seule scène avait assuré son succès : Un misérable qui convoitait impatiemment la mort du centenaire, mais ne voulait pas se compromettre par un assassinat perpétré à l'aide des moyens vulgaires, savait, d'après les médecins, que le vieillard, de constitution robuste, ne pouvait être brusquement entraîné que par une violente colère. En conséquence, il préparait avec habileté l'explosion de cette colère subite et lucrative, et la magnifique scène dont je vous parle se déroulait palpitante d'intérêt.

Le centenaire, d'abord surpris des infamies qu'on lui reprochait, s'abandonnait à l'impétuosité de son indignation. Mais, bientôt, regardant en face son adversaire et comprenant ce qu'il attendait de lui, il lui disait, impassible, avec le sourire d'une sérénité parfaite : « Chenapan, vous avez raté votre coup ! »

Nous nous sommes souvenus de cette scène, l'autre jour, en cour d'assises, au moment où l'avocat général Tallon, instruit par les médecins... policiers « du caractère violent et emporté » de notre ami le compagnon Crestin,

s'est servi du même procédé pour le jeter dans la cellule des condamnés de droit commun.

Et, comme dans le *Centenaire*, l'avocat général Tallon a choisi dans l'arsenal de ses armes odieuses et méprisables, la plus odieuse et la plus méprisable de toutes : celle des lâches, la calomnie sans preuves, l'outrage derrière un rempart de gendarmes et d'argousins !

Malheureusement, Crestin n'a pas eu le sang-froid du centenaire. Et au lieu de répondre comme lui, il s'est laissé envahir par un mouvement de colère trop vif, quoique fort compréhensible, etc... Tallon a triomphé.

Eh bien, si nous déplorons que le drame de la cour d'assises n'ait pas eu l'heureux dénouement du drame parisien, ce n'est pas seulement à cause de l'infamie du procédé et de ses affreuses conséquences pour notre ami ; c'est encore et surtout parce que Crestin, absolument maître de lui, eût, sans difficulté aucune, écrasé, sous son talon vainqueur, le Tallon de la Justice bourgeoise.

Nous allons le démontrer.

« Messieurs, s'est écrié M. l'avocat général, j'ai reconnu, ce matin, les bons antécédents de Bonthoux. Il ne pourra en être de même de Crestin.

« Crestin, disent les rapports de police, s'est bien conduit jusqu'en 1874. En 1876, il est tombé au plus bas degré de l'abjection, il s'est fait souteneur d'une fille publique, nommée Claudine Descombes, avec laquelle il habitait rue Boileau, 228. »

SOUTENEUR !! M. Tallon avait compté sur ce mot pour atteindre Crestin en pleine poitrine. Il avait calculé son effet. Il devait être fondroyant. Il l'a été. Crestin n'a pas su accepter ce mot, tombé d'une lèvres extra-bourgeoise, comme la glorification la plus éclatante de son passé révolutionnaire.

En pleine possession de lui-même, voilà ce qu'entreprit Crestin :

« Un jour, je rencontrai une femme. Cette femme souffrait. Je l'associé à ma vie sans m'enquérir de son passé. Tandis que je travaillais, elle travaillait aussi. Nous étions heureux dans cette communauté du travail et de la tendresse. J'eus un enfant de cette femme ; cet enfant, je me sacrifiai pour le faire nourrir. Il mourut. Un soir, des êtres hideux, piliers de maisons de tolérance, agents de corruption payés par l'Etat, s'emparèrent de la femme qui, en rupture de leur estampille renouvelée du fer rouge des forçats, rentrait à son foyer régénérée par le travail, par l'amour et par la maternité. J'appris alors qu'elle était inscrite sur l'ignoble registre où les bourgeois, rassasiés de débauches, font marquer d'un numéro les filles affamées qu'ils ont vautreées dans la prostitution. J'eus l'honneur, que je revendique bien haut, de faire rayer cette femme de ce livre exécrable, et si je la quittai plus tard, c'est que des devoirs de famille m'inspiraient d'autres obligations douloureuses. Jamais, tant qu'elle fut avec moi la femme que j'avais arrachée à la prostitution légale ne fit marchandise de son corps ; jamais une cessation de travail de ma part ne justifia même le soupçon de moyens d'existence en dehors de moi-même.

« Et c'est là, monsieur l'avocat-général Tallon, ce que vous avez l'impudence d'appeler « le plus bas degré de l'abjection ».

« Mais ce que j'ai fait jadis, je le referais demain, car ce que vous considérez, vous, organe magistral de la bourgeoisie, comme une fétrissure, je le considère, moi, révolutionnaire, comme un devoir social accompli.

« Certes, dans la bourgeoisie corrompue, à la conscience élastique, dont vous êtes le porte-voix, dans cette bourgeoisie dont les produits masculins sont voués dès leur enfance à l'oisiveté, au bien-être volé, à l'absence totale de tout sentiment honnête et généreux, à l'hypocrisie religieuse, base de votre morale, on ne ramasse pas dans la rue des filles tombées pour les régénérer par le travail et par l'amour ; on prend les jeunes filles du peuple qui ont faim ou soif d'orgueil et de fainéantise, on en fait des instruments de plaisir, et après que les instincts de la brute ont été assouvis, on les jette dans le ruisseau, pendant que l'on marchandé légalement une fille bourgeoise à raison de tant de livres de rente, en achetant souvent la honte d'une souillure par dessus le marché !

« On devient souteneur légal, monsieur Tal-

lon, quand on n'est pas, en outre, soutenu par des drôles de coulisses et des ribaudes à diamants ou des femmes mariées affligées d'un mari-chandelier !

« Ces individus, qui forment les cinq-sixtièmes de votre bourgeoisie, vos pères, messieurs les bourgeois, ne sont point « tombés au dernier degré de l'abjection ; » n'est-ce pas, monsieur l'avocat-général ?

« Non ! Il n'y a de tombés au dernier degré que les ouvriers honnêtes, laborieux, révolutionnaires, qui ont rencontré sur leur chemin une des victimes de vos fils de famille, et qui l'ont élevée jusqu'à eux pour la purifier par l'affection et les angoisses du pain quotidien laborieusement gagné.

« Ah ! Je sais bien ce que vous nous montrerez en manière de riposte ; vous nous montrerez ces individus, salissant le costume de l'ouvrier, qui, affublés d'une casquette et de rouflaquettes immondes, vivent, eux, de la honte des pauvres malheureuses impuissantes à secouer leur joug.

« Mais je vous répondrai que ces individus ne sont pas des ouvriers, et que s'ils devaient être classés dans une des catégories actuelles, ce serait dans la catégorie *bourgeoise*, attendu qu'ils en ont tous les vices, depuis la paresse jusqu'aux expédients, et qu'entre eux et leurs frères de la bourgeoisie raffinée, veuve de casquettes et de rouflaquettes, il n'y a, en somme, qu'une différence de milieu et de relations. »

Telle est, en complète liberté d'esprit, non subjugué par les procédés réédités du *Centenaire*, la réponse que notre ami Crestin eût pu faire à l'avocat-général Tallon, réponse accompagnée de tous les certificats de ses patrons, établissant qu'il n'est pas resté quinze jours sans travail.

Et pourtant Crestin est en prison, et l'avocat-général Tallon sur son siège de grand Justicier !

Où ! là ! là ! Où est mon fusil !

## Tactique RÉVOLUTIONNAIRE

A l'usage des ouvriers de la terre

Suite de la causerie de Theuley-lès-Lavoncourt.

**Gérard.** — Alors quand une institution, comme le suffrage universel donne de si monstrueux résultats, elle est condamnée d'avance.

**Portefoin.** — Mais enfin il faut bien qu'une loi soit l'œuvre de la majorité que diable !

**Gérard.** — A quoi bon des lois qui ne peuvent être, je vous l'ai démontré, que le produit d'une minorité ayant intérêt à les créer pour exploiter la minorité ?

Les lois, encore une fois, sont la chaîne qui rive de plus en plus étroitement le travailleur, au bon plaisir du capital, et nous en avons assez, nous voulons être libres.

**Portefoin.** — Libres ! Libres... encore faut-il que les hommes ne soient pas libres de faire le mal que diable !

**Gérard.** — On ne fait le mal que parce qu'il y a intérêt à le faire, supprimez cet intérêt, le mal n'existe plus.

**Portefoin.** — Supprimez cet intérêt est bientôt dit, mais cela n'est pas si facile à faire.

**Gérard.** — C'est une erreur ; constituez une société, ou l'être sera absolument libre, l'homme n'aura plus d'intérêt à mal faire, tandis que dans celle-ci, tous les désirs, les convoitises, les besoins les plus pressants, même, le poussent au mal, au vice : il faut qu'il soit gremlin, cela lui est indispensable s'il veut satisfaire les appétits que cette société développe, tandis que s'il peut à son aise, naturellement, satisfaire ces besoins, ces appétits, pourquoi recourrait-il au mal, au vice, pour atteindre le but qu'il peut toucher de la main sans le moindre effort ?

**Portefoin.** — La belle malice évidemment s'il peut se donner tout ce qu'il désirera, l'homme n'aura plus besoin d'avoir recours à l'intrigue, mais comment lui donner tout cela ?

**Gérard.** — La réponse à cette question viendra à son heure, M. Portefoin, laissez-nous continuer à justifier ma désertion du collectivisme.

Les collectivistes disent encore qu'ils conseillent le suffrage universel, quoique le jugeant impuissant, ceci afin de faire

pénétrer les idées révolutionnaires dans les masses, où alors ils pourraient recruter l'armée de l'insurrection. Cette affirmation est encore une grave erreur si ce n'est pas une humiliante satisfaction. Nous disons, nous, que les masses ne peuvent être pénétrées que par des faits et nous ajoutons à l'appui de cette affirmation.

Croit-on que tous les essais de groupements tentés avant juin 1848, auraient pu réunir autant d'adhésions que les barricades comptaient de défenseurs ? Evidemment non. Croit-on que tous les essais de groupements tentés depuis 1860 jusqu'au 17 mars 1871, aient jamais réuni autant d'adhérents que la commune compta de soldats ? Evidemment non. Il est une masse qui n'accourt qu'au bruit de la fusillade, c'est justement celle-là qui est vraiment révolutionnaire, et que nul ne pourra jamais atteindre, avec n'importe quelle théorie, mais que nous affirmons pouvoir ébranler, nous, en lui mettant des faits sous les yeux.

**Portefoin.** — Vous n'avez pas satisfaction avec le développement de vos théories criminelles, il vous faut encore une école d'application de ces théories.

**Gérard.** — Evidemment, M. Portefoin. Que fait l'organisation bourgeoise quand elle apprend à marcher, à manier le fusil à ses soldats, elle les apprend à se battre avec avantage, et bien nous, en mettant nos théories en pratique, nous habituerons nos hommes aux dangers, au mépris de la loi, de l'autorité, du respect de la propriété, et au jour de la lutte, ils seront aguerris et agiront sûrement.

**Portefoin.** — Vous êtes d'une impudence impardonnable, M. Gérard.

**Gérard.** — Calmez-vous, M. Portefoin. Écoutez-moi jusqu'au bout. Le prolétariat et la bourgeoisie sont deux ennemis irréciliables, en guerre ouverte, et bien quand vous nous traquez, quand vous nous poursuivez, vous nous condamnez — et vous ne vous en faites pas faute, — vous le faites avec votre arsenal de moyens, parmi lesquels nous comptons la magistrature, l'armée, la police, etc., etc., vous mettez alors en pratique les théories, que juges, soldats et mouchards ont appris dans vos écoles et vous êtes logiques, reconnaissez donc que nous ne sommes que cela, en dressant nos hommes à faire disparaître des titres gênants, à s'emparer des caisses, que seul le produit de leur travail a pu remplir, et en supprimant des êtres qui les feraient supprimer s'ils le pouvaient : c'est de la guerre ça, M. Portefoin ! vos moyens sont légaux à vos yeux, les nôtres nous paraissent admirables : vous, vous avez le talent de toujours m'éloigner de mon ordre de discussion par vos observations, j'y reviens donc encore une fois et je dis : nous condamnons l'emploi du vote, nous préconisons l'abstention afin de ne pas légitimer, sanctionner, la position politique de la bourgeoisie et conserver intact notre droit à l'insurrection. Au point de vue politique, voilà donc les raisons qui m'ont fait abandonner le collectivisme. Je les résume : Pas de vote, abstention dans la comédie électorale, c'est-à-dire abstention au vote, mais au contraire, lutte énergique, dans toutes les réunions, contre les moyens que nous condamnons, contre tous les candidats qui, sans exception, sont tous des ambitieux. Pas d'autorité, pas de gouverneur, l'autorité étant le contraire de la liberté.

**Portefoin.** — Pas d'autorité ?

**Gérard.** — Non, M., pas d'autorité d'où qu'elle vienne, du comptoir, ou de l'atelier, de la bourgeoisie ou du prolétariat, ce serait toujours de l'oppression.

**Portefoin.** — Heureusement que vos théories sont aussi excentriques, car seules elles sauront éloigner d'elles tous les hommes sérieux.

**Gérard.** — S'il en était ainsi elles auraient bien moins d'adversaires, d'ennemis.

Mais voyons maintenant les raisons au point de vue économique.

Les collectivistes prétendent que chacun doit jouir du produit intégral de son travail. Nous contestons cette prétention, qui a juste autant de valeur que la puissance du suffrage universel.

Qui est ce qui sera juge de la valeur qui devra établir cette intégralité ? Ou sera l'étalon d'appréciation ? ces deux seules questions suffisent pour condamner ce principe, aussi faux, que trompeur, car son application ne serait rien moins que la reconstitution, à bref délai, de la situation économique actuelle, quelque contradiction que cette affirmation soulève.

Dans l'application de ce principe, que devient l'être mal doué ? on le laisse à la

merci de la charité d'une nouvelle aristocratie, celle de l'intelligence, cent fois plus arbitraire, plus tyrannique, plus sauvage que toutes celles sabbies.

L'être qui naît, est-il responsable des conditions heureuses ou malheureuses dans lesquelles il naît ? Evidemment non ! c'est un membre de la famille sociale, qui lui arrive et dont elle doit avoir souci à qui elle doit tous ses soins elle doit, l'élever, l'instruire, développer son corps, son esprit, afin d'en faire un producteur actif et intelligent ; alors dans ce cas, à cette théorie fautive, à ce principe erroné, nous opposons celui plus rationnel qui se traduit par cette maxime : de chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins, ou autrement dire l'être produit ce qu'il peut et consomme ce dont il a besoin.

**Portefoin.** — Cela serait d'or, convenez-en père Guillaume, une société où on serait libre de travailler à son gré et où on pourrait consommer ce qu'il plairait.

**Lejeune.** — Vous impatientez pas, M. Portefoin, le père Gérard nous expliquera cela, j'en suis sûr.

**Gérard.** — A son heure, oui mes amis, mais en ce moment poursuivons : — Voilà donc ce qui nous sépare des collectivistes au point de vue économique : après vous avoir tout à l'heure montré ce qui nous sépare au point de vue politique, vous comprendrez que ces raisons étaient suffisantes pour justifier mon évolution.

**Guillaume.** — Parfaitement, et pour mon compte, je pense comme vous.

**Tous les laborieux.** — Mais nous aussi.

**Portefoin.** — Parbleu des moutons de panurge.

**Un laborieux.** — Pas tant que ça, not' maire, nous avons compris, croyez-le bien, et l'avenir vous le prouvera.

**Gérard.** — Eh bien mes amis, je suis content de votre réponse, comme il se fait tard, nous remettrons, si vous le voulez, à demain, la suite de l'exposé de nos idées : Demain, nous vous dirons pour quoi nous sommes révolutionnaires et quels moyens nous comptons employer dans la tourmente.

Alors à demain.

Samedi, les anarchistes Amiénois avaient profité du passage du compagnon Emile Gauthier pour organiser, au café du XIX<sup>e</sup> siècle, une petite réunion intime, à laquelle avaient été conviés les rares représentants des autres écoles pseudo-socialistes de la ville.

Quelques-uns ayant répondu à l'appel, on avait le droit de s'attendre à une chaude discussion, car les organisateurs avaient annoncé que la réunion serait contradictoire.

Mais, comme cela est déjà arrivé en maintes circonstances, et comme nous en rencontrerons des exemples de plus en plus fréquents, au fur et à mesure que les événements se précipiteront et que la situation deviendra plus aigre, les *DISIDENTS* se sont dérobés.

Tout ce qui a été dit sur la révolte de Montceau, sur l'organisation des forces insurrectionnelles, sur le suffrage universel, sur le parlementarisme, sur le principe d'autorité, sur la propagande par le fait, ils ont tout approuvé, sinon formellement, au moins par un silence qui ressemblait fort à une adhésion.

Les mêmes qui, dans d'autres circonstances, ne tarissent pas en outrages à l'adresse des anarchistes, pour un peu se seraient proclamés orgueilleusement plus révolutionnaires qu'eux. Aucune violence, aucune destruction ne les effarouchait plus : ils venaient à discuter des détails de tactique insurrectionnelle, comme si ces choses-là les avaient personnellement intéressés !

Ce n'était pourtant pas faute de les acculer à la contradiction. Certaines apostrophes brutales et transparentes du compagnon Paulet, notamment, à l'adresse des « valecs de la bourgeoisie » des « faux frères » et des « jésuites rouges » paraissaient de nature à mettre le feu aux poudres... Rien n'y a fait ! L'abstention électorale elle-même ne semblait plus rien avoir de répugnant pour eux.

Il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre.

Peu importe ! Il y avait là de braves citoyens qui n'avaient jamais entendu pour ainsi dire que les théories éternantes de leurs meneurs et à qui la première audition des théories révolutionnaires, si conformes à leurs instincts intimes, semblait singulièrement sourire.

Ce petit événement, si insignifiant en apparence, ne sera pas peut-être sans exercer une certaine influence sur le mouvement socialiste en Picardie, enrayé et corrompu jusqu'ici par les intrigues de certains brouillons...

Le lendemain, le compagnon Emile Gauthier a assisté à l'Assemblée de la Chambre syndicale des charpentiers et scieurs à la mécanique.

## LE PITRE DE L'ARBRESÈE

C'était, dimanche dernier, jour de *grrrrande* représentation à l'Arbresle. Le pitre Andrieux avait lâché tout exprès le manteau du Bobèche espagnol et le cierge qu'il promène souvent, au nom de la République Française, derrière le bon diem de Pierre Arbues, le féroce inquisiteur récemment entré au Paradis.

Les Comparses Barqui et Barbens avaient bien fait les choses. L'un avait construit le théâtre, un bâtiment d'école ; l'autre battu la grosse caisse du boniment dans le Courrier de Lyon, l'organe, par excellence, des *pitrieres* gouvernementales.

Cette *grrrrande* représentation avait été jugée indigeste, le pitre *ambassadeur* ayant sérieusement compromis, disait-on, le pitre *député* !

Ainsi le pitre était-il accouru. D'un moment à l'autre l'*ambassadeur* pouvait disparaître ; il fallait que le *député* se ménageât, coûte que coûte, le tremplin parlementaire à l'aide duquel en rebondit préfet de police, ambassadeur et ministre au besoin.

Et nous n'hésitons pas à reconnaître avec le NOUVELLISTE DE LYON et avec toutes les feuilles de l'aimable République Bourgeoise, que les acrobaties du pitre de l'Arbresle ont obtenu un colossal succès.

De bonne foi, en pouvait-il être autrement, lorsqu'un député *persuade* ses électeurs qu'il les représente aussi bien à Madrid qu'à la Chambre, et qu'en acceptant les 150 ou 200,000 francs affectés à l'ambassadeur, il a fait preuve d'abnégation, de sacrifice, de républicanisme surtout, puisqu'il a donné, en sa personne, un ambassadeur républicain à toutes les Espagnes ?

Ah ! nous remercions bien sincèrement l'anarchiste d'autrefois, le *modéré-satisfait* d'aujourd'hui, l'ami de madame Leroy, le préfet de police adoré des parisiens, du service qu'il nous a rendu dimanche : il a ouvert nos yeux à la lumière et nous avons vu, grâce à lui, toutes les incomparables beautés du *suffrage universel* !

## L'ESPRIT DE RÉVOLTE

(Suite)

Et cependant, quel tableau plus saisissant, plus sublime et plus beau que celui des efforts qui furent faits par les précurseurs des révolutions ! Quelle série incessante d'efforts de la part des paysans et des hommes d'action de la bourgeoisie avant 1789 ; quelle lutte persévérante de la part des républicains, depuis la restauration des Bourbons en 1815, jusqu'à leur chute en 1830 ; quelle activité de la part des sociétés secrètes pendant le règne du gros bourgeois Louis-Philippe ! Quel tableau poignant que celui des conspirations faites par les Italiens pour secouer le joug de l'Autriche, de leurs tentatives héroïques, des souffrances inénarrables de leurs martyrs ! Quelle tragédie lugubre et grandiose, que celle qui raconterait toutes les péripéties du travail secret entrepris par la jeunesse russe, contre le gouvernement et le régime foncier et capitaliste, depuis 1862 jusqu'à nos jours ! Que de nobles figures surgiraient devant le socialisme moderne à la lecture de ces drames ; que de dévouements et d'abnégations sublimes et, en même temps, quelle instruction révolutionnaire, non plus théorique, mais pratique, toute d'exemples à suivre.

Ce n'est pas ici à entreprendre une pareille étude. La brochure ne se prête pas à un travail d'histoire. Nous devons donc nous borner à choisir quelques exemples, afin de montrer comment s'y prenaient nos pères pour faire de l'agitation révolutionnaire, et quel genre de conclusions peuvent être tirées des études en question.

Nous jetterons un coup d'œil sur une de ces périodes, sur celle qui précéda 1789 et, laissant de côté l'analyse des circonstances qui ont créé vers la fin du siècle passé une situation révolutionnaire, nous nous bornerons à relever quelques *procédés* d'agitation, employés par nos pères.

Deux grands faits se dégagent comme résultat de la révolution de 1789-1793.

D'une part, l'abolition de l'autocratie royale et l'avènement de la bourgeoisie au pouvoir; d'autre part, l'abolition définitive du serfage et des redevances féodales dans les campagnes. Les deux sont intimement liés entre eux, et l'un sans l'autre, n'aurait pu réussir. Et ces deux courants se retrouvent déjà dans l'agitation qui précéda la révolution: l'agitation contre la royauté au sein de la bourgeoisie, l'agitation contre les droits des seigneurs au sein des paysans. Jetons un coup d'œil sur les deux.

Le journal, à cette époque, n'avait pas l'importance qu'il a acquise aujourd'hui; c'est la brochure, le pamphlet, le libelle de trois ou quatre pages, qui le remplaçaient. En conséquence, le libelle, le pamphlet, la brochure pullulent. La brochure met à la portée de la grande masse les idées des précurseurs, philosophes et économistes, de la révolution; le pamphlet et le libelle font l'agitation, en attaquant les trois ennemis principaux: le roi et sa cour, l'aristocratie, le clergé. Ils ne font pas de théories: c'est par l'odieux et le ridicule qu'ils procèdent.

Des milliers de libelles racontent les vices de la cour, la dépouillent de ses décors trompeurs, la mettent à nu avec tous ses vices, sa dissipation, sa perversité, sa stupidité. Les amours royaux, les scandales de la cour, les dépenses folles, le Pacte de Famille — cette alliance des puissants avec les accapareurs de blé pour s'enrichir en affamant le peuple, — voilà le sujet de ces libelles. Ils sont toujours sur la brèche et ne négligent aucune circonstance de la vie publique, pour frapper l'ennemi. Pourvu qu'on parle de quelque fait, — le pamphlet et le libelle sont là pour le traiter sans gêne, à leur manière. Ils se prêtent mieux que le journal à ce genre d'agitation. Le journal est toute une entreprise, et l'on y regarde de près avant de le faire sombrer; sa chute embrasse souvent tout un parti. Le pamphlet le libelle ne compromettent que l'auteur et l'imprimeur, et encore, — allez chercher l'un et l'autre! (A suivre).

## MARSEILLAISE RÉVOLUTIONNAIRE

Tirée du feuilleton « Grèves et Révoltes »

### REFRAIN

C'est l'heure où grondent les colères  
Où le fusil donne du pain!  
Debout révolutionnaires  
Aux armes gueux et meurt de faim.

### 1<sup>er</sup> COUPLET

Dans cette lutte, ardente meurtrière,  
Corps, lions, nous doublerons nos coups,  
Car nous voulons qu'elle soit la dernière  
Contre un passé de tigres, de hiboux.  
Oui, nous voulons de ce champ de bataille  
Faire surgir l'émancipation,  
Viens avec nous, viens peuple qui travaille,  
Servir aussi la Révolution!

### 2<sup>e</sup> COUPLET

Mets en tes mains l'arme la plus terrible,  
Il faut frapper l'ennemi de stupeur.  
Peuple, debout, tu seras invincible  
Galvanisé par ta brillante ardeur.  
Ne compte pas les morts et les ruines  
Va, il le faut, venge l'humanité  
Détruis le mal dans toutes ses racines  
Sonne le glas de toute autorité!

### 3<sup>e</sup> COUPLET

Le capital, peuple, voilà ta chaîne  
Lance sur lui tes nombreux bataillons  
Obéissant au souffle de la haine  
Qu'ils pulvérisent tous ses maillons  
Marche au combat, il se faut de victimes.  
Sois sans pitié, imite les vainqueurs  
Assez longtemps nous fûmes magnanimes,  
Rugis, lion, donne nous des vengeurs!

## MOUVEMENT SOCIAL

### Jésuitisme et Parti ouvrier

Il est difficile d'être plus jésuite que les messieurs du parti ouvrier le sont. En effet, quand les anarchistes étaient peu connus ils les critiquaient et les com-

battaient de toutes leurs forces et il n'est pas de calomnies et de lâches insinuations qu'ils n'aient éditées sur leur compte.

Et maintenant qu'ils s'aperçoivent que les anarchistes ont par leur franchise et le terrain franchement social, en dehors de toute question de boutique sur lequel ils se placent, acquis les sympathies de la masse des travailleurs sinon leur adhésion, ils recherchent leur alliance par tous les moyens.

On les entend dans tous leurs discours prêcher l'union de toutes les forces révolutionnaires, presque tous finissent ainsi leur péroraison « que tous les collectivistes, blanquistes et anarchistes s'unissent entre eux pour marcher ensemble à la conquête de leurs droits par la Révolution sociale ».

Cela est bien beau en effet et ce mouvement oratoire, accompagné de gestes entraînants dont seuls ils ont le secret, excite toujours une triple salve d'applaudissements dont le signal est donné à point par le chef de la clique.

Mais comme parmi ces droits vous placez entre autres votre fameux système de gouvernement du peuple par le peuple, les anarchistes, ennemis de toute autorité, cette autorité fût-elle celle d'un ouvrier, ne se joindront pas à vous et agiront de leur côté et au besoin ils vous supprimeront comme on supprimera les bêtes nuisibles actuelles c'est-à-dire les bourgeois car vous ne valez pas davantage voulant nous gouverner.

Les anarchistes ne se laisseront pas prendre à ce grossier panneau; ils repousseront toute compromission avec ces individus qui ne recherchent leur alliance que pour s'en servir d'échelle afin d'assouvir leur ambition, car, il sont même forcés d'avouer que les théories anarchistes sont les plus sensées tous ces farceurs.

L'un d'eux, le citoyen Chabert, disait samedi dernier à la salle Favier. . . . ceux de nos amis, les méridionaux, par exemple, qui ont l'intelligence plus prompte et qui par suites sont plus portés à être ce qu'on appelle anarchistes. . . . du moment qu'il reconnaît que les gens intelligents sont plutôt anarchistes c'est qu'il reconnaît les idées anarchistes plus sensées que celles qu'il professe, je me demande si on peut se donner publiquement un brevet plus complet d'imbécillité ou plutôt de jésuitisme.

Car enfin, citoyen Chabert et avec vous tous vos co-pensifs, puisque tous vous convenez que les anarchistes ont raison pourquoi ne vous dites-vous pas anarchistes pourquoi ne cessez-vous immédiatement, vous qui convenez publiquement que le suffrage universel est la plus grande mystification du siècle, de soutenir des candidats puisque vous savez que les députés sont comme les canards, il se suivent, ou un a passé, tout les autres y passent, Tolain, Gambetta et tant d'autres qui avaient fait de si belles promesses en sont la preuve vivante.

Pourquoi cela, ce n'est que parce que vous êtes tous des ambitieux et que vous voulez tous être candidats à votre tour et barboter dans la popotte parlementaire.

Samedi dernier, à la salle Favier à Belleville, a eu lieu une réunion très-intéressante provoquée par la ligue révolutionnaire internationale.

Le citoyen Lefrançais a dans un discours très spirituel et coupé par d'unanimes applaudissements, préconisé l'abstention électorale et démontré l'insanité et l'inutilité du suffrage universel.

Le brave citoyen Chabert a essayé de réfuter les arguments du citoyen Lefrançais relatifs à l'abstention, mais après avoir gesticulé et dit de grandes phrases pendant demi-heure, dont la dernière était « que tous les collectivistes, blanquistes et anarchistes s'unissent etc. . . . est descendu aux applaudissements unanimes de la clique qui cette fois n'a pas trouvé grand écho dans la salle.

Les compagnons Bernard et Grippa, prenant ensuite successivement la parole, ont achevé d'aplatir le malheureux Chabert qui, déchu de son antique splendeur, se consolait au milieu de la clique qui ne pouvant protester car elle aurait été mise immédiatement à la raison par les Bellevillois, se contentait de se boucher les oreilles, à chaque salve d'applaudissements dont on soulignait les discours des compagnons Bernard et Grippa, le bonhomme visiblement agacé, tremblait comme secoué par une commotion électrique.

En somme, la sympathie marquée de la salle pour les orateurs anarchistes prouve que les travailleurs de Belleville commencent à comprendre que le parti ouvrier ou 4<sup>e</sup> état n'est qu'une immense fumisterie et que ce n'est que par la révolution sociale

que les opprimés se débarrasseront de tout ce qui les opprime.

H. J.

NOTA. — L'on se demande comment le citoyen Leboncher se trouve toujours président ou directeur des débats de toutes les réunions populaires à Belleville.

Il a du reste dirigé les débats avec une partialité révoltante surtout contre le compagnon Bernard ce qui a soulevé les protestations de la salle entière.

Paris. — Les réunions du groupe de la Jeunesse anarchiste internationale ont lieu tous les vendredis, chez M. Rousseau, 131, rue St-Martin.

Association internationale des Travailleurs (section de Lausanne)

Lausanne, le 28 août 1882.

Compagnons,

Les révolutionnaires de Lausanne, indignés de l'attitude oppressive des races gouvernementales, vous crient au-delà de la frontière: courage et persévérance, le moment approche où révolutionnaires français et suisses planteront sur les monts Jura siens le drapeau rouge, étendard de ralliement de tous les déshérités du monde.

A vous et à la Révolution.

Le Secrétaire.

Paris, 27 août.

Quelques citoyens ayant résolu de former un groupe d'études, ouvert à tous ceux qui veulent sincèrement étudier les causes de la misère dont souffrent les travailleurs et rechercher les moyens d'en sortir, convoquent les travailleurs du faubourg Marceau et des quartiers environnants, à la première réunion qui aura lieu le mercredi 6 septembre, à 8 heures du soir, salle Gaudron, rue Mouffetard, au coin de la rue Daubenton.

ORDRE DU JOUR :

Formation du Groupe d'Études.

Section de Perrache.

Les membres de la Fédération révolutionnaire sont convoqués pour le mercredi 6 septembre, cours Suchet, 60.

Nota — cette réunion devant avoir un caractère important, on est prié de ne pas faire défaut.

LE SECRÉTAIRE.

Troyes, le 23 août 1882.

A la Rédaction de l'Étendard, Lyon.

Compagnons,

Quelques-uns de nos amis ont assisté, Dimanche, à une réunion du parti ouvrier de Troyes. Ils ont pu entendre le citoyen Joffrin, de Paris, rendre compte de son mandat de délégué (plutôt de policier) au Congrès de la rue Oberkampf; et ils ont pu se convaincre une fois de plus de la mauvaise foi qui règne chez les sectaires du Comité national, les insinuations jésuitiques, la calomnie, rien n'est ménagé par ces ambitieux, contre tout ce qui n'est pas de leur bord. Ils érigent l'ostracisme en principe: Quiconque n'est pas avec eux est contre eux. Ils repoussent de leurs congrès qui s'intitulent pompeusement pourtant congrès du parti Ouvrier, tout ce qui pourrait porter ombrage à leur popularité; ils proscrirent des groupes entiers, des fédérations même. Hier ils repoussaient les anarchistes, aujourd'hui c'est la fédération du Centre.

Il est vraiment curieux de suivre le citoyen Joffrin sur les raisons qu'il donne de l'expulsion de leur dernier congrès de ces six groupes qui s'y présentaient à fin d'assister aux débats.

La corporation des caoutchouctiers, ça n'existe pas pour lui; Cercle d'études des III<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> arrondissements, allons donc! Si il y en avait, ne se seraient ils pas déjà placés sous l'heureuse tutelle du Comité national?... Vrai, qu'est-ce que ces six groupes inconnus auraient à apporter devant des hommes aussi experts que le citoyen Joffrin et qui tiennent leur mandat de groupes aussi puissants que celui des métallurgistes de Troyes!...

Mais comment se fait-il, citoyen Joffrin, que de ce groupe si puissant qui vous a délégué, il ne se trouvait pas même deux de vos commettants pour vous relever de votre mandat? Ou ce groupe n'est qu'un fantôme, qu'un groupe élastique, comme vous disiez des caoutchouctiers, ou vous n'avez plus sa confiance. Dans les deux cas, un peu plus de modestie vous eût mieux relevé. Vos amis l'ont compris, et

c'est pourquoi ils ne vous ont pas ménagé les interruptions.

Le citoyen Joffrin veut un parti Ouvrier discipliné, docile, qu'il puisse mener au bâton. Cela ne doit étonner personne. N'aspirez-t-il pas à être le pontife de ce parti, le Moïse de la fable! quoi d'étonnant dès lors qu'il nie constamment cette initiative individuelle qui donne tant de vitalité à l'anarchie, et qu'il ne veuille croire à ce groupement suranné des intérêts.

Ce qui pourra paraître plus étonnant aux naïfs, c'est que lui qui se dit si bon révolutionnaire, ne cesse de jeter sa hache sur tout ce qui se rapproche de la Révolution. Notons ici une de ses insinuations perfides dont il a si bien le secret.

En parlant du socialisme Allemand, ne voulait-il pas faire accroire à ses auditeurs que Most n'était qu'un mouchard! Il ne le disait pas ouvertement, il est vrai, mais il se servait des accusations des Liebknecht et des Bebel. Oubliez-vous donc, citoyen Joffrin, que si Most a été traité de mouchard, c'est parce qu'il a eu le courage de revendiquer hautement la solidarité morale de l'attentat Hoedel, quand ses accusateurs s'agenouillaient si complaisamment devant Bismarck?

Oh! admirable Tartuffe! qui prêchez la révolution d'une main et insultez les révolutionnaires de l'autre; ayez donc le courage des Liebknecht et des Bebel. Donnez franchement un coup de pied à la révolution, à laquelle vous ne croyez pas, et tenez-vous en à votre agitation électorale, à votre programme minimum, vous ne vous exposerez plus alors à être appelé saltimbanque à chaque occasion.

LES NIVELEURS TROYENS.

Pour le groupe: A. BUACHE, serrurier, 13, rue François Gentil — Troyes.

Les membres du groupe matérialiste révolutionnaire de Marseille, réunis en assemblée extraordinaire, le 17 août 1882, protestent énergiquement contre les condamnations des compagnons Bonthoux et Claude Crestin, sous les fallacieux prétextes d'excitations au meurtre, au pillage et à l'incendie; ils félicitent en particulier le compagnon Crestin de son énergie à l'encontre du ministère public.

Nous nous rendons solidaires de nos deux vaillants compagnons, victimes de la haine bourgeoise.

Nous disons à l'Étendard révolutionnaire de Lyon: Courage et persévérance! continuez à suivre, comme par le passé, les traces de votre sœur aînée: la révolution sociale, et vous aurez avec vous, tous les vrais socialistes qui deviennent de plus en plus nombreux.

Que la bourgeoisie de toute couleur frappe à tort et à travers, dès qu'elle peut avoir des socialistes entre ses mains crochues, mais qu'elle prenne garde! l'heure va bientôt sonner pour régler les comptes... et comme nous serons les plus forts, nous verrons bien de quel côté se trouveront les vrais meurtriers, les incendiaires et les pillards!

A bon entendeur, salut.

Le groupe Matérialiste, Révolutionnaire de Marseille.

Clermont-Ferrand, 29 août 1882.

Citoyens Rédacteurs,

Je vois, d'après le jugement qui condamne impudemment les compagnons Bonthoux et Crestin, que la bourgeoisie commence à trembler; c'est ce qui me console. Ces bons bourgeois ne voient pas qu'ils livrent leur front à l'infamie aussi tranquillement qu'ils livrent leur cœur à l'infamie.

Faisant partie d'une classe de petits exploités, connaissant leurs vices en général, sachant les vertus qu'ils peuvent avoir en particulier et voyant tous les jours les moyens déloyaux qu'ils emploient pour s'enrichir, je vois avec plaisir venir le jour de la grande justice. Je vous envoie, à cet effet, la somme de dix francs pour la propagande de l'Étendard et vous promets qu'à chaque condamnation de votre vaillant organe je vous enverrai cinq francs.

Mes félicitations aux citoyens Bonthoux et Crestin, un blâme à l'unique Tallon qui use de son droit discrétionnaire pour insulter impunément un honnête citoyen. Saluts fraternels.

X...

Le gérant, A. CYVOCT.